Annexe relative au mode opératoire pour établir les provisions et les dépréciations sur l'ensemble des budgets de la Métropole Aix-Marseille-Provence

En application des articles L5217-12-1, D5217-22 et R.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la constitution de provisions pour risques et charges est obligatoire dès lors qu'il y a l'apparition du risque et la constatation de dépréciations est obligatoire en cas de perte de valeur d'un actif.

La Présidente de la Métropole ou son représentant constate la dépréciation ou constitue la provision à hauteur de la perte de valeur constatée ou à hauteur du risque. La dépréciation ou la provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution de la perte de valeur ou de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise lorsqu'elle est devenue sans objet, c'est-à-dire en cas de disparition de la perte de valeur ou de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

La Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations.

Le champ d'application des provisions n'est pas limité, et vise tous les risques réels. Ainsi, il est possible de constituer une provision pour tout risque identifié.

Plus particulièrement pour les cas suivants, en application des articles susmentionnés, la neutralisation budgétaire n'est pas possible et il peut être décidé de constituer la provision sur plusieurs exercices précédant la réalisation du risque :

- dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Métropole, à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code de Commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la Métropole. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la Métropole en fonction du risque financier encouru ; à cet égard, une provision doit être obligatoirement constituée dès qu'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation judiciaire est engagée vis à vis d'un organisme bénéficiant d'une garantie d'emprunt de la Métropole ;
- lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision pour dépréciation d'actif est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la Métropole à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

La Métropole Aix-Marseille-Provence constitue les provisions suivantes :

Les provisions pour litiges et contentieux juridictionnels :

Ces provisions sont constituées pour faire face à des litiges ou des contentieux juridictionnels. Lorsque le montant du litige ou du contentieux à provisionner est un montant important proportionnellement au volume du budget concerné celui-ci peut faire l'objet d'une constitution sur plusieurs exercices précédant la réalisation du risque.

Les provisions pour Compte Epargne Temps (CET) :

Le CET permet à chaque agent public, dans les plafonds en vigueur, d'épargner des jours de congé non utilisés ou de se les faire monétiser. En les provisionnant, les collectivités anticipent les coûts associés à la monétisation ou à l'utilisation future de ces jours épargnés.

Le calcul de la provision pour CET est égale au coût de la monétisation, selon la tarification en vigueur par catégorie d'agent, des journées épargnées pour l'ensemble des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un ajustement à la hausse ou à la baisse de la provision ainsi constituée, sera réalisé sur la base de l'actualisation du stock des jours de CET des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence constaté en fin d'année N et tenant compte du choix de la monétisation arrêté en début de l'année suivante par chaque agent.

L'ajustement ainsi calculé permettra de définir le nouveau montant de provision pour l'année N+1 pour une application au Budget Supplémentaire N+1.

Les provisions pour l'allocation de retour à l'emploi (ARE) :

Les agents fonctionnaires et non fonctionnaires de la fonction publique ont droit à l'allocation d'assurance chômage, dite allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE), en vertu de l'article L. 5424-1 du code du travail.

La provision ARE à constituer est estimée à partir de la moyenne des versements réalisés sur les trois derniers exercices.

Un ajustement à la hausse ou à la baisse de la provision ainsi constituée sera comptabilisé en fonction de l'évolution de la moyenne des trois derniers exercices constatés au 31.12 de l'année N.

Les dotations aux dépréciations de l'actif circulant :

Il s'agit, au nom du principe de prudence, de constater comptablement la perte de valeur probable et non définitive de créances de tiers dont le recouvrement s'avère incertain. Le comptable public classe ces titres au recouvrement incertain dans des rubriques comptables fléchés clients douteux ou recette contentieuse permettant de faciliter leur identification.

Ainsi, le niveau de provisionnement doit tenir compte de plusieurs critères : la connaissance d'un contentieux ou d'une procédure de liquidation et l'ancienneté du titre. Une approche différenciée selon la nature juridique du tiers est également nécessaire.

En conséquence, il est proposé d'appliquer les modalités de provision suivantes :

Catégorie de tiers	Compte classe 4	Antérieur à N-3	N-3	N-2	N-1	N
Tiers public	Créance classique	10%	0%	0%	0%	0%
	Créance douteuse ou contentieuse	10%	10%	10%	10%	10%
Tiers privé	Créance classique	100%	75%	50%	0%	0%
	Créance douteuse ou contentieuse	100%	100%	100%	100%	100%

Les admissions en non-valeur et les créances éteintes, souhaitées par le Centre de Gestion Comptable (Trésorerie Publique) et non encore traitées au 31/12, font l'objet d'un provisionnement à 100%.

Les provisions pour garanties d'emprunt

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en fournissant une garantie d'emprunt, s'expose au risque que l'emprunteur ne soit pas en mesure de rembourser intégralement son prêt. La constitution de provision anticipe ce risque. Elles sont réalisées systématiquement dès lors qu'il y a ouverture d'une procédure collective.

Les provisions pour risques et charge sur emprunt

Des provisions, proportionnées au risque, peuvent être constituées lors de variations des taux pouvant impacter le coût de la garantie d'emprunt, mais également anticiper des conséquences apparaissant lors de crises économiques affectant la capacité de remboursement de l'emprunteur.

Les provisions pour avance de trésorerie, pour prêt et provisions pour dépréciation des participations en capital

La Métropole couvre systématiquement son risque de perte financière en cas d'avance ou de participation au capital dès lors que les entités concernées font l'objet d'une procédure collective.

Les provisions pour gros entretien ou grandes révisions

Pour être considérée comme provision pour gros entretien ou grandes révisions, la provision correspondante doit être destinée à couvrir des charges d'exploitation très importantes ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement. Les petites dépenses courantes d'entretien sont exclues de ce dispositif.

Les provisions pour autres risques et charges

Une provision est constituée pour risques et charges dès lors qu'il y a l'apparition d'un risque et qu'il répond aux trois conditions cumulatives suivantes :

- le risque ou la charge doit être nettement précisé quant à son objet ;
- la réalisation du risque ou de la charge est encore incertaine, mais des événements survenus ou en cours, la rendent probable ;
- l'échéance de la sortie de ressources ou le montant ne sont pas connus précisément, mais ils sont néanmoins évaluables avec une approximation suffisante.